propriés purement et simplement, l'expropriation des banques et la centralisation du crédit entre les mains de l'Etat prolétarien. L'expérience russe fut la réponse prolétarienne aux convulsions sociales surgies de la guerre et elle aborda le problème du pouvoir prolétarien sous son vrai angle. L'expérience autrichienne, par contre, représente, en même temps que l'expérience allemande, la réponse capitaliste, c'est-à-dire l'étranglement de la lutte révolutionnaire au moyen de la socialisation pacifique laissant subsister la puissance du capitalisme et son appareil d'Etat. L'écrasement du prolétariat allemand, auquel fut donné la constitution démocratique de Weimar comme gage de la possibilité de socialiser pacifiquement grâce à l'obtention de la majorité et aussi d'Autriche, nous montrent clairement les résultats inévitables que les plans de réforme, effectués dans les cadres de la Constitution, au nom des saintes tables de la démocratie bourgeoise, entraînent logiquement. Dans l'immédiat après-guerre, il s'agissait d'arrêter le prolétariat dans sa lutte révolutionnaire, de le canaliser autour d'objectifs permettant au capitalisme d'organiser sa résistance et de préparer son offensive. Aujourd'hui, il s'agit de mobiliser le prolétariat autour de la lutte du capitalisme en étouffant toute possibilité de lutte de classe : c'est à quoi répondent les plans actuels de la social-démocratie, la N. R. A., de Roosevelt (1) visant par ses codes du travail, l'accentuation de la centralisation de l'appareil d'Etat et de sa liaison avec le capital financier, au même but.

LA SITUATION EN BELGIQUE ET LE PLAN

La grève générale de juillet 1932 a représenté la réaction culminante du prolétariat belge à l'avilissement graduel de ses conditions d'existence. Par son ampleur, la bourgeoisie comprit l'impossibilité de maintenir sa domination grâce aux moyens traditionnels de la démocratie bourgeoise, et même avec l'appui total des organisation de la social-démocratie. Il fallait réorganiser sa domination, créer les conditions où l'impuissance des ouvriers se conjugue avec la possibilité de réduire leurs conditions d'existence, leurs libertés de classe et d'organisation. C'est pourquoi le torpillage de la grève de juillet par la social-démocratie eut pour épilogue la dissolution des Chambres. Immédiatement, le P. O.B. s'empressa de canaliser la lutte ouvrière autour des nouvelles élections.

La conclusion fut que, dès janvier 1933, la bourgeoisie, forte d'une majorité parlementaire stable, ayant brisé une des plus importantes batailles du prolétariat, s'orienta vers la constitution d'un gouvernement de pleins pouvoirs. Les arrêtés-lois de ce gouvernement frappant durement la classe ouvrière déterminèrent une certaine effervescence parmi les travailleurs, s'exprimant jusqu'en avril par des manifestations souvent pacifiques, parfois violentes. En guise de réponse, le P.O.B. organisa un pétitionement pour la dissolution des Chambres « ayant trompé le pays ». Il s'agissait d'étouffer le désir de lutte des ouvriers. La manœuvre réussit brillamment grâce à la gauche socialiste mobilisant les ouvriers pour cette comédie avec une phraséologie révolutionnaire. Les communistes ne parvinrent pas, à cette époque, à faire connaître leur position, du fait même de leur faiblesse (1).

La gauche socialiste apparut, à cette époque, comme expression essentielle du P.O.B. Elle se développa immédiatement après la grève de juillet comme réponse social-démocrate au dégoût, à l'indignation des masses, comme instrument mieux adapté, dans ces nouvelles circonstances, pour continuer la fonction de la social-démocratie parmi les ouvriers. La gauche se développa avec une rapidité correspondant à la succession des manœuvres réformistes pour freiner la lutte et connut son apogée après avril 1933.

Les enseignements de cette période peuvent se résumer ainsi : la commotion de juillet 1932 détermine la bourgeoisie à s'orienter vers une réorganisation de son appareil de domination. Arrive donc le gouvernement des pleins pouvoirs. Le P.O.B. affirme sa volonté de se prêter à cette transformation, passe à l'étouffe-

(1) Voir dans le n° 3 de « Bilan » l'Etude sur le plan Roosevelt.

(1) Nous ne parlons évidemment pas des bolchévik-léninistes qui soutinrent — tout en le dénonçant !!! — le pétitionnement, au nom de la « théorie de l'expérience ».

ment des luttes de classes au moment même où surgissent les gauches socialistes pour retenir les prolétaires derrière le Parti Ouvrier.

Cette période se clôture par une défaite profonde de la classe ouvrière voyant, après l'application des arrêtés-lois, ses organisations syndicales tombées sous la coupe directe du gouvernement. Malgré cela, le désir de lutte des ouvriers n'est pas encore épuisé et, en octobre 1933, les mineurs manquent de déclencher une grève générale. Mais, malgré le résultat du referendum, réunissant 90 p.c. de suffrages affirmatifs, grâce aussi aux gauches socialistes, la manœuvre pour éviter la grève devait réussir.

Jusqu'à l'apparition du plan De Man, en novembre 1933, le P. O. B., par le canal de ses gauches, réussit à étouffer toute tentative de lutte. Mais même cela, après les événements d'Allemagne, était insuffisant : l'essentiel étant une réorganisation de l'appareil d'Etat en vue de la précipitation des antagonismes inter-impérialistes, capable de paralyser définitivement la classe ouvrière. Déjà, au sein même de la bourgeoisie, se faisait entendre, particulièrement dans les milieux de la jeunesse catholique, des voix pour une réorganisation corporative de l'Etat. C'est à ce moment que M. Crockaert, ancien ministre des Colonies, personnalité en vue du parti catholique, lance ses attaques violentes contre l'hypercapitalisme, le « mur d'argent », etc...

Pour la social-démocratie, il devint dès lors nécessaire, pour répondre aux nouveaux intérêts du capitalisme, pour subsister quand même, d'adapter son programme. Les conditions concrètes pour cela étaient réalisées par l'immobilisation du prolétariat et par son rattachement à la social-démocratie au travers des gauches socialistes. Dès lors, le plan De Man pouvait venir : le P. O. B., dans son ensemble, de la droite à l'extrême-gauche, était prêt à le propager dans la classe ouvrière comme la seule solution à sa situation de misère.

Le plan De Man est donc une tentative de substituer au programme « socialiste » du P. O. B. un programme nettement capitaliste répondant à la nouvelle orientation de la bourgeoisie belge.

LES PARTIS POLITIQUES ET LE PLAN DU TRAVAIL

La fonction de la social-démocratie n'est pas une donnée immuable dans toutes les situations passées de l'après-guerre et à venir. De même qu'évolue progressivement la conscience de classe du prolétariat, évolue progressivement le développement de cette fonction dans le sens du plus grand rattachement au capitalisme. Toutes les situations de l'après-guerre confirment cette appréciation, car dans la mesure où les antagonismes sociaux se clarifient, se concrétisent, dans la conscience prolétarienne sous la revendication de la révolution communiste, la social-démocratie ne peut qu'accentuer sa dépendance du capitalisme. L'avènement du fascisme en Allemagne, l'écrasement de la social-démocratie allemande, expriment l'aspect et le destin de la fonction de cette dernière dans les conditions particulières aux pays capitalistes écrasés par le Traité de Versailles, dépourvus d'un circuit de colonies, conditions nécessitant l'anéantissement de la fermentation prolétarienne par la destruction violente de ses organisations de classe. Seulement ainsi, il est possible à ces capitalismes de mobiliser, autour de l'Etat réorganisé, l'ensemble du prolétariat.

Affirmer, comme le fait le camarade Gourov dans une lettre aux oppositionnels belges au sujet du plan De Man, qu'après les événements d'Allemagne, la social-démocratie défendra sa propre existence et pour cela luttera contre le fascisme, ou bien que, pour elle, le danger n'est plus à gauche, mais actuellement à droite revient à renverser complètement le problème. La fonction **intégrale** de la social-démocratie subsiste **intégralement** et dans une mesure toujours plus progressive dans la période actuelle : la social-démocratie, qui subsiste dans les pays démocratiques, ne pouvant, après la victoire du fascisme en Allemagne, qu'élever sa fonction, non vers un rapprochement de la défense des intérêts du prolétariat — ce qui est impossible après 1914 — mais du capitalisme lui-même par sa concentration autour des soi-disant conquêtes démocratiques acquises par le prolétariat au sein du régime capitaliste, concentration s'exprimant par le bloc